



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°41 – du 9 au 15 décembre 2022

En bref

- Selon l'[ONS](#), l'équivalent de 417 000 jours de travail ont été perdus en raison des mouvements sociaux en octobre 2022.
- Les anticipations d'inflation médiane à 5 ans sont de 3,3 % en novembre, contre 3,1 % en août 2022. Les anticipations pour 2023 sont de 4,8 %, en légère baisse de 0,1 pp par rapport à août.
- Selon l'ONS, d'août à octobre 2022, le [déficit commercial](#) s'est légèrement creusé de 100

LE CHIFFRE À RETENIR

-0,6%

La baisse du volume des ventes au détail en novembre par rapport à octobre.

millions de livres pour atteindre 23,9 Mds£.

- Le haut-fonctionnaire Gareth Davies est nommé secrétaire permanent du ministère chargé du commerce extérieur (DIT).



📍 **Fait marquant : Le taux directeur de la banque centrale britannique passe à 3,5%.**

Comme attendu par les marchés et les prévisionnistes, la Banque d'Angleterre a annoncé le jeudi 15 décembre le relèvement de son taux directeur de 50 points de base (pb) le fixant à 3,50 % par 6 votes contre 3 (contre 0,1% en décembre 2021). Les membres du [Comité de Politique Monétaire](#) estiment que le marché du travail est resté tendu et que les signes de tensions sur les prix domestiques et les salaires pourraient suggérer une plus grande persistance de l'inflation ce qui justifierait une nouvelle réaction énergique de la politique monétaire en 2023.

Au sein du comité de politique monétaire, plusieurs opinions dissidentes se sont exprimées. Deux membres (S. Dhingra et S. Tenreyro) ont voté en faveur d'une stabilité du taux directeur, estimant que l'économie réelle reste fragile en raison de la baisse des revenus réels et du resserrement des conditions financières. Constatant des signes de ralentissement économique et sachant que les effets de la politique monétaire sont décalés dans le temps, elles estiment que le taux actuel est plus que suffisant pour ramener l'inflation vers l'objectif. Pour sa part, une autre membre du comité, C. Mann, a exprimé une autre position minoritaire, en soutien d'une hausse plus marquée du taux directeur de 75 pb. Elle estime plus probable que les pressions sur les prix et les salaires resteront fortes plus longtemps.

📍 **Actualité macro-économique**

Le **PIB** d'octobre rebondit de 0,5% sur un mois, après une contraction de 0,6% en septembre – Au total, le PIB a diminué de 0,3% au cours de ce trimestre par rapport au précédent. Le secteur des services a été le

principal moteur de la croissance du PIB en octobre (contribution de +0,5pt de PIB en octobre après un contribution de -0,7pt en septembre). La production du secteur industriel demeure stable en octobre 2022, grâce à la croissance du sous-secteur manufacturier (+0,7%) qui a entièrement compensé la régression des trois autres sous-secteurs industriels. L'activité du secteur de

la construction, enfin, a augmenté de 0,8% en octobre 2022, soit la quatrième hausse consécutive depuis juillet. Pour mémoire, les prévisionnistes anticipent un quatrième trimestre négatif.

En novembre, l'inflation (CPI) atteint 10,7% sur douze mois, soit un niveau légèrement moins élevé que celui d'octobre à 11,1% – Selon [l'ONS](#), les prix des voitures d'occasion et des carburants (-0,13pp) constituent les facteurs ayant le plus contribué à la baisse de l'inflation, principalement en raison d'effet de base. La hausse des prix dans le secteur de l'hôtellerie-restauration a eu cependant un effet partiellement compensatoire (+0,06pp). On note aussi une inflation supérieure des biens alimentaires, en hausse de 0,1 pp sur un mois à 16,5%. Enfin, l'inflation sous-jacente s'établit à 6,3% après 6,5%.

Selon [l'ONS](#), le taux d'emploi a augmenté de 0,2pp en octobre par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 75,6%, tandis que le taux de chômage a cru de 0,1 pp, à 3,7% – Malgré l'entrée sur le marché du travail de 76 000 personnes ce trimestre – principalement le fait d'individus ayant entre 50 et 64 ans (-2,3% d'inactifs) – le taux d'inactivité a augmenté cette année de 1,4% et s'élève à 21,5%. Pour le cinquième trimestre consécutif, le nombre de postes vacants a diminué (- 65 000) et s'est établi à 1 187 000. La croissance de la rémunération moyenne hors bonus s'est par ailleurs élevée à 6,1%, soit le taux le plus élevé hors pandémie depuis 2001. En termes réels, la rémunération a cependant diminué de 2,7%, soit l'une des plus fortes baisses enregistrées. Enfin, on constate une très forte disparité dans ces dynamiques salariales entre les secteurs privé (+6,9%) et public (+2,7%).

Actualité commerce & investissement

En visite officielle à New Delhi, la ministre au commerce britannique et son homologue indien entament le sixième cycle de négociations commerciales entre les deux pays – A cette occasion, la ministre K. Badenoch a réitéré la volonté de signer un « accord mutuellement bénéfique » sans pour autant définir une échéance pour la conclusion de l'accord. La ministre a également mis en avant le développement de certaines entreprises britanniques en Inde telles que *Prêt à Manger* et les fintechs *Tide* et *Revolut*. Par ailleurs, la ministre a déclaré que la question épineuse des visas étudiants serait exclue des négociations commerciales estimant que la problématique relève de la compétence du ministère de l'intérieur. Les deux ministres devraient se rencontrer, à nouveau, en début d'année prochaine pour le lancement du septième cycle à Londres.

Plusieurs organisations professionnelles estiment que l'introduction d'un registre britannique « des influences étrangères » pourrait nuire à l'environnement des affaires – Dans le cadre du projet de loi sur la sécurité nationale, le gouvernement britannique prévoit d'établir un « *Foreign Influence Registration Scheme* » en vue de contrecarrer certains acteurs étrangers dits « malveillants » (en particulier, la Chine et la Russie) afin d'éviter toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures britanniques. Comparant aux régimes similaires appliqués aux Etats-Unis et en Australie prévoyant des exceptions, l'organisation représentant les intérêts du secteur financier « *CityUK* » estime que le champ d'application de ce

registre est beaucoup trop large et vague. En l'état actuel, le projet de registre exige que toute entité étrangère privée ou publique s'inscrive auprès du ministère de l'intérieur britannique en cas d'exercice « d'activités d'influence politique ».

Le Royaume-Uni et l'Etat de Caroline du Sud signent un protocole d'accord (MoU) en vue de renforcer leurs relations économiques –

Dans le cadre de ce MoU, les parties priorisent deux secteurs en particulier : l'industrie automobile et les technologies scientifiques. Pour mémoire, les MoU sont des instruments juridiques non-contraignants dont la portée demeure limitée par le champ des compétences des Etats fédérés excluant, par exemple, les tarifs douaniers (le Royaume-Uni a déjà signé des MoU similaires avec la Caroline du Nord et l'Indiana). Le secrétaire d'Etat, en charge de la politique commerciale, Greg Hands, a indiqué que le gouvernement souhaitait signer prochainement des MoU avec l'Utah et la Californie.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

La FCA lance une [consultation](#) sur le cadre réglementaire des *dashboards* des fonds de pensions – Dans cette consultation, la FCA a exposé l'approche qu'elle entend adopter en matière de supervision et de développement de tableaux de bord par des entreprises à l'interface entre un épargnant et les fonds de pensions, notamment en ce qui concerne les frais, le reporting réglementaire, la tenue de registres, les

exigences prudentielles et les règles de conduite. Dans ce contexte, et tout en rappelant que la législation interdit aux entreprises de faire payer les consommateurs pour consulter leurs données, la FCA a proposé de permettre aux entreprises actives sur ce marché de développer une série de modèles commerciaux qui ajoutent des services au-delà de la fonction de base (ie consulter ses informations). Il pourrait notamment s'agir de conseils en investissement, y compris des conseils par le biais de robots. La consultation se déroulera jusqu'au 16 février 2023.

Le Royaume-Uni et le Chili ont signé un [Memorandum of Understanding](#) portant sur la coopération dans les services financiers –

L'objectif principal est de partager les meilleures pratiques et les nouveaux développements en matière financière afin de promouvoir l'intégrité et la stabilité du système financier et de protéger les consommateurs.

Le rapport sur la stabilité financière de la Banque d'Angleterre (BoE) de décembre 2022 a été [publié](#) –

Pour l'entité en charge du suivi des enjeux de stabilité financière, le *Financial Policy Committee* (FPC) de la Banque d'Angleterre, l'atmosphère économique-financière s'est dégradée et engendre certaines incertitudes. Les prix des denrées alimentaires et de l'énergie ont continué à augmenter, alimentant la reprise de la pression inflationniste justifiant une hausse des taux d'intérêt. Bien qu'il note que le système bancaire est davantage résilient qu'avant la grande crise financière, la hausse des échéances des prêts immobiliers pourrait amener 2,4% des ménages britanniques dans une situation précaire du fait d'un ratio élevé de remboursement comparé à leur revenu disponible. De plus, le

FPC a estimé que le risque d'une forte perte d'appétit des investisseurs pour les actifs britanniques tels que les *gilts* était "faible", car les turbulences se sont atténuées depuis le mini-budget de septembre du gouvernement de Liz Truss. Enfin, le FPC avertit une fois de plus quant aux risques liés aux investissements dans les crypto-actifs dans le sillage de la chute de FTX tout en continuant de juger que leur taille limitée et leur interconnexion avec le système financier classique produisent un risque faible pour la stabilité financière. Le FPC a également annoncé qu'il mènerait son premier stress-test du secteur non bancaire en septembre 2023.

Microsoft et la bourse de Londres (LSEG) lancent un partenariat sur 10 ans axé sur le partage de solutions en matière de données et d'analyse et d'infrastructure de cloud – Microsoft va investir 2Mds\$ dans le LSEG, obtenant 4% de part de capital. Dans le cadre de l'accord, Microsoft fournira à LSEG des produits d'analyse de données et d'infrastructure de cloud en utilisant ses plateformes Azure, AI et Teams. Cette dernière sera notamment utilisée pour créer une plateforme unifiée qui combine données financières, analyses et outils de collaboration. L'accord intervient alors que LSEG subit des pressions pour rentabiliser son acquisition de 27Md£ du groupe de données et de trading Refinitiv. Cette opération était pensée comme un moyen de transformer la bourse en une entreprise mondiale de données et d'analyse qui pourrait concurrencer des entreprises comme Bloomberg.

2 Banques

La BoE consulte sur le cadre réglementaire encadrant l'accès au cash pour les

Britanniques – Afin de garantir la continuité d'un service de paiement public malgré le déclin de l'utilisation des espèces, la BoE pourrait obtenir de nouveaux pouvoirs pour réglementer les distributeurs d'espèces. En effet, selon cette consultation, la BoE pourrait imposer des amendes et renforcer les directives de supervision pour les distributeurs, ainsi qu'exiger des informations qui ne sont actuellement fournies que sur une base volontaire, telles que la rentabilité et les plans à moyen terme. Le Trésor britannique se chargera de désigner les établissements entrant dans le cadre réglementaire. Toutefois, dans le cadre du système actuel de circulation des billets, seuls G4S, Post Office, National Westminster Banks et Vaultex UK sont autorisés à distribuer des espèces de la banque centrale. La consultation se déroulera jusqu'au 10 février 2023.

UK Finance, organisme de représentation des intérêts bancaires, a publié ses prévisions 2022-2023 concernant le marché locatif britannique – Selon celles-ci, la quantité de prêts hypothécaires accordés devrait baisser de 15% en 2023 par rapport à 2022. Par ailleurs, les prêts hypothécaires pour l'achat d'une résidence principale devraient chuter de 23 % en parallèle d'une hausse des refinancements de *mortgage* de 8%. Les nouveaux prêts accordés aux investisseurs locatifs devraient chuter de 27 % en 2023, alors que les transactions immobilières devraient baisser de 21%. Quant au refinancement induit par l'échéance de nombreux prêts en 2023, UK Finance s'attend à ce qu'il y ait environ 212Md£ de transferts de produits, contre une estimation de 197Md£ en 2022. La BoE, via le *Financial Stability Report*, a quant à elle alerté sur le coût moyen des paiements de *mortgage* qui devrait augmenter significativement durant l'année prochaine

(la facture mensuelle moyenne passerait de 750£ à 1000£, équivalent à 17% des revenus des ménages britanniques avant impôt contre 12% en juin 2022).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Quentin Bon, Héloïse de Montgolfier, Carole Lebreton et Sophia Milliaud
Revu par Thomas Ernoult
Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr